



Séance ordinaire du mardi 14 décembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le quatorze décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Renaud CALVAT, Stéphane CHAMPAY, Michaël DELAFOSSE, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, François RIO, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Florence AUBY, Yves BARRAL, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Bernard MODOT, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, Sylvie ROS-ROUART, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Agnès SAURAT, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER

Environnement - Réseau public de distribution d'électricité - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2020 - Examen

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

En vertu de l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1er juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la concession ENEDIS portant sur l'année 2020 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 28 juillet 2021 ;
- Une présentation en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Monsieur Jean-François AUDRIN en date du 22 novembre 2021 ;
- Une présentation en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Mme Michèle CASSAR, en date du 25 novembre 2021.

I) Rappel des principales modalités du contrat

Depuis le 1er janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice des réseaux publics de distribution d'Energie » (AODE) au niveau local.

La distribution publique d'électricité et de fourniture d'électricité au tarif réglementé de vente (TRV) est en situation de monopole régulé en France. Sur le territoire de la Métropole, deux concessionnaires sont présents : Enedis-EDF et la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres (CESML).

Il existe actuellement plusieurs concessions sur la Métropole :

- Sept contrats sont en gestion directe avec comme concessionnaire Enedis-EDF à savoir Baillargues, Castelnau-le-lez, Fabrègues, Le Crès, Montferrier-sur-lez, Montpellier dont l'échéance a été prolongée jusqu'en juin 2022, ainsi que Pérols ;
- Une concession est en gestion directe avec comme concessionnaire la Coopérative d'Electricité de Saint Martin de Londres, sur le quartier Montpellier Haut de Massane ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie, avec comme concessionnaire Enedis-EDF (vingt communes + deux communes via le SIERNEM lui-même adhérent à Hérault Energie) ;
- Un contrat est en gestion déléguée avec le Syndicat Hérault Energie avec comme concessionnaire CESML (deux communes).

EDF a pour mission concédée, la vente d'électricité aux tarifs réglementés de l'électricité.

La Métropole est en cours de négociations avec Enedis et EDF pour la rédaction du nouveau cahier des charges de la concession, visant un renouvellement à compter du 1^{er} juin 2022.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

A/ L'activité et description du réseau

Le nombre de clients Basse Tension progresse de 1,6 % en 2020 et s'élève à 230 483 clients raccordés. A l'inverse, le volume acheminé diminue de -6,5% et s'établit à 1 540, 65 GWh en 2020, contre 1 647,8 GWh en 2019.

Le nombre de nouveaux raccordements en 2020 est de 478. Le nombre d'installations de production photovoltaïque raccordées au réseau public progresse de 10% en 2020 avec 1452 installations photovoltaïques raccordées.

Le déploiement du compteur LINKY était prévu du 1^{er} décembre 2015 au 1^{er} juin 2019 avec un taux de réalisation de 87 %.

Le réseau Haute Tension A (HTA) d'une longueur de 892 km est à 97% souterrain et dispose d'une moyenne d'âge de 21,6 ans. L'âge moyen des réseaux de technologies câbles à papier imprégné est de 47,9 ans.

Le taux de renouvellement observé de 1,7% est inférieur à la valeur de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans.

Le réseau Basse Tension (BT), d'une longueur de 1530 km est à 79,8% souterrain et dispose d'une moyenne d'âge de 27 ans, hors linéaires non datés. L'âge moyen des réseaux aériens nus est de 46,8 ans.

Le taux de renouvellement observé de 0,5% est inférieur à la valeur de 2,5% qui permettrait le renouvellement régulier et global des ouvrages sur leur durée d'utilité de 40 ans (aérien nu et souterrain, 50 ans pour le torsadé).

B/ Principaux moyens mis en œuvre

A la maille des concessions sur le périmètre métropolitain, les investissements s'élèvent à 11,7 M€ en 2020 : Linky représentant encore cette année 1,713 M€ (12,1%). Les raccordements continuent d'être la principale source d'investissement (37,5%) suivi par la modernisation du réseau (23,2%). Il est constaté toutefois une baisse des investissements sur ce poste passant de 5,6 M€ en 2015 à 3,3 M€ en 2020.

Globalement, on note une baisse de -20% par rapport à l'année 2019, notamment du fait du ralentissement pendant la période de la crise sanitaire.

Des actions ont été mises en place durant la crise sanitaire auprès des usagers ; ainsi, lors du premier confinement (à partir du 17 mars 2020), l'accompagnement des clients particuliers s'est notamment traduit par :

- L'application de la trêve hivernale réglementaire prolongée en deux temps par les pouvoirs publics, d'abord jusqu'au 31 mai, puis jusqu'au 10 juillet 2020 (contre le 31 mars) ;
- Au-delà de ces mesures gouvernementales, EDF a suspendu, jusqu'au 1er septembre 2020, toutes les coupures, réductions de puissance et pénalités de retard pour tous les clients, qu'ils soient éligibles ou non au chèque énergie ou à des aides sociales ;
- L'assouplissement des modalités et échéanciers de paiement pour tout client en situation difficile.

Le second confinement (à partir du 30 octobre 2020) est intervenu à la veille de l'entrée en vigueur de la trêve hivernale réglementaire (1^{er} novembre). Durant cette seconde phase, EDF a poursuivi son accompagnement des clients particuliers, avec notamment, à son initiative la suspension, jusqu'au 15 janvier 2021, de toute demande de réduction de puissance au distributeur et de toute pénalité de retard sur les factures émises pendant cette période ; cet engagement s'est ajouté aux dispositions applicables durant la trêve hivernale (du 1er novembre au 31 mars) qui interdisent les coupures d'électricité pour tous les clients Particuliers.

C/ La qualité du service public

Le temps de coupure global auprès des usagers du service s'apprécie à travers le critère B. Il retrouve en 2020 une valeur cohérente avec la chronique, à 24,9 min. Les incidents sur le réseau HTA restent la principale cause des coupures subies par les usagers.

Le nombre de coupures longues (> 3 min) pour incidents (130) est en baisse depuis deux années consécutives, après le pic exceptionnel de 2018. Toutefois, on observe une dégradation tendancielle depuis 2011 (> 20%) à mettre en corrélation avec le vieillissement des ouvrages.

La qualité de fourniture s'apprécie également avec la tenue de tension et l'évaluation théorique du nombre de clients mal alimentés, qui est de 170 en 2020, en forte baisse par rapport à 2019 (278). La tension n'est pas établie à partir de mesures mais d'un calcul à partir de la base de gestion des ouvrages (GDO).

Il reste cependant notable qu'après avoir refusé de produire des indicateurs de satisfaction à la maille de la concession au motif que ceux-ci ne seraient pas représentatifs, Enedis avait accédé à cette demande récurrente de la Ville de Montpellier en 2017. Ce n'est plus le cas depuis 2018.

D) La grille tarifaire

La CRE établit les tarifs d'utilisation des réseaux de transport et de distribution pour 4 ans (TURPE), rémunération du coût de l'acheminement de l'électricité. C'est le principal revenu d'ENEDIS.

Le tarif n'est pas négocié au niveau du contrat, mais c'est un tarif unique pour toutes les concessions concernées quels que soient le nombre de clients, leur consommation en électricité et les dépenses nécessaires à la gestion du service concédé (péréquation tarifaire).

Le tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution, TURPE 5 bis HTA-BT, est entré en vigueur le 1^{er} août 2018. Il donne lieu à chaque date d'anniversaire, à une évolution tarifaire résultant de l'application de la délibération de la Commission de Régulation de l'Energie établissant ce tarif. On note une augmentation moyenne du TURPE 5 de 2,75% au 1^{er} août 2020.

L'actuel TURPE 6 est mis en œuvre depuis le 1^{er} août 2021 avec une évolution en moyenne de 0,91% HT.

Les tarifs réglementés de vente d'électricité (TRV) sont également fixés nationalement. Au 1^{er} août 2021, ils ont augmenté en moyenne de 0,84%HT pour les particuliers. Depuis le 1^{er} janvier 2021, seuls les clients résidentiels, les propriétaires uniques et les syndicats de copropriétaires d'un immeuble à usage d'habitation, ainsi que les clients non résidentiels qui emploient moins de 10 personnes et dont le chiffre d'affaires, les recettes ou le total de bilan annuels n'excèdent pas 2 millions d'euros, sont éligibles aux TRV.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

A noter, le compte de résultat d'ENEDIS n'est pas établi sur une comptabilité à la maille de la concession, les charges d'exploitation sont pour plus de 79 % issues de clés de répartition. Si la plupart des clefs sont simples (ex. : nombre de clients, kWh distribués), celles afférentes aux importantes rubriques du personnel et du matériel (un quart du total hors réseau amont) sont composites, mêlant investissement, longueur de réseau et nombre de clients.

Le résultat comptable à la maille de la concession métropolitaine s'élève à 15 M€. La concession métropolitaine contribue à la péréquation tarifaire à la hauteur de 9 M€. Le résultat régulé, après contribution à l'équilibre, s'établit à 6,1M€, soit 8,3% du chiffre d'affaires.

Le chiffre d'affaires est en hausse de +4,42% et s'élève à 73 M€. Il se compose notamment des contributions aux raccordements, fortement dynamiques, pour 4,4M€, en hausse de +27% en 2020.

Concernant les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 68,57 M€ à la maille de la concession métropolitaine.

Le premier poste de charges est l'accès au réseau RTE, correspondant au reversement à RTE de la part TURPE lui revenant. Une partie du chiffre d'affaires d'Enedis (environ 25%) ne fait donc que transiter par ses comptes et est issue d'une affectation par clef à la concession (consommations).

Le poste de dotations aux provisions, aux amortissements des ouvrages, aux provisions pour charges liées aux pensions, et aux risques et litiges, s'élève également à hauteur de 17 M€.

Les autres consommations externes représentent 10,7 M€ soit 16 % du total des charges ; les charges de personnel s'élèvent à environ 8M€, et sont en baisse de -4,8%. La redevance de la concession, au bénéfice de la Métropole, s'élève à 66 K€, soit 0,01% du chiffres d'affaires.

IV) Conclusion et perspectives

Deux textes, pris dans le sillage de la Loi Transition Énergétique pour une Croissance Verte de 2015, encadrent le contenu des informations comptables et financières qu'Enedis doit remettre aux concédants :

- Le décret 2016-496 du 21 avril 2016 traite du contenu des rapports annuels à la Collectivité ;
- L'arrêté NOR TRER2004607A du 10 février 2020 traite du contenu des fichiers d'inventaire.

Une convention de données a été signée entre la Métropole et Enedis le 30 septembre 2020 prévoyant la remise des informations détaillées.

Compte tenu de l'utilisation intensive de clés de répartition et des évolutions comptables relatives aux moyens mis en œuvre à l'échelle nationale, les comptes d'exploitation de la concession de la Métropole n'apparaissent pas comme, un moyen de contrôle de l'activité locale du concessionnaire.

Dans le cadre des négociations en cours relatives au renouvellement du cahier des charges avec le concessionnaire ENEDIS, une vigilance est portée à la co-construction d'un schéma directeur des investissements de la concession, à la sécurisation du réseau permettant d'améliorer la qualité de service public (baisse du critère B), ainsi qu'à la prise en compte des enjeux du Plan Climat Air Energie Territorial.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen des Compte-Rendu Annuel des 7 concessions de distribution publique d'électricité déléguée à Enedis et EDF au titre de l'année 2020 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 20/12/21

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

**Monsieur Le Premier Vice-
Président**

Signé.

Renaud CALVAT

Publiée le : 21 décembre 2021
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20211214-176024-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 21/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.